

# Beauvais : la vidéosurveillance continue de faire débat



Beauvais. Les images de 69 caméras arrivent aujourd'hui au centre de supervision urbaine de la police municipale de Beauvais. Ce dernier a été agrandi et modernisé pour permettre le développement du plan 100 caméras.

## **Lors du dernier conseil municipal, les élus beauvaisiens se sont écharpés sur la nécessité du dispositif de vidéoprotection. Vu son coût annuel, il pourrait être remplacé par des policiers.**

C'est un débat récurrent. La présentation de la deuxième phase du plan 100 caméras a, à nouveau, provoqué une passe d'arme entre majorité et opposition de gauche vendredi, lors du dernier conseil municipal de Beauvais. La délibération portait sur la pose de nouvelles onze caméras, en plus de 69 existantes. Une étape intermédiaire pour arriver aux trente caméras installées pendant le mandat et dépasser le cap des 100 appareils à Beauvais en 2020.

### **600 000 €, « le coût annuel de 15 policiers »**

Les sites sensibles qui accueilleront ces caméras ont été répertoriés avec les différentes autorités. Pour l'opposition, les « 600 000 € investis représentent un coût trop important ». « C'est une erreur stratégique, assure Thibaud Viguier (PS). Cette somme représente le coût annuel de 15 policiers. Même si elle peut résoudre certaines enquêtes, la vidéoprotection déplace souvent les problèmes sans les régler. »

Et l'élue de rappeler les limites du dispositif constatées lors des incidents du quartier Argentine, au printemps dernier. « Les trafics se sont déplacés de quelques dizaines de mètres mais ils sont toujours là, regrette-t-elle. Ce n'est pas à la hauteur de l'objectif qui est de restaurer la sécurité et la tranquillité publique. J'ai l'impression qu'il s'agit davantage de vidéosurveiller que de vidéoprotéger nos concitoyens. »

### **L'auteur d'un viol identifié grâce à la vidéo**

Des arguments rejetés par Caroline Cayeux, maire (LR) de Beauvais. « Grâce aux bandes-vidéo, la police a pu retrouver l'auteur des faits de viol sur une jeune femme la semaine dernière, rappelle-t-elle. Nous ne pratiquerons pas le tout vidéo et nous avons su diversifier la police municipale. »

L'édile a également rappelé qu'elle avait reçu une fin de non-recevoir lorsqu'elle avait demandé au ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, d'intégrer le dispositif de la police du quotidien. « Il m'a dit que Beauvais n'était pas Trappes (Yvelines) et que sa délinquance n'était pas assez forte pour bénéficier d'un tel système. Je partage votre avis sur les effectifs insuffisants de la police mais cela dépend de l'Etat. »